

CIDADANIA PARA A SUSTENTABILIDADE

2 - 5 JULHO'13 . CASCAIS . PORTUGAL
CENTRO DE CONGRESSOS DO ESTORIL



CASCAIS
Elevada às Pessoas



O I D P



CATÓLICA PORTO
BIOTECNOLOGIA



LOCO
desenvolvimento e cidadania

*Citoyenneté pour la durabilité
2 au 5 juillet 2013 - Cascais - Portugal
Palais des congrès d'Estoril*

DÉCLARATION DE CASCAIS

La XIII^e conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative s'est tenue à Cascais, du 3 au 5 juillet 2013, sous le thème « Citoyenneté pour la durabilité ».

Les problématiques abordées au cours de cette conférence ont mis l'accent sur les défis que relève la démocratie du XXI^e siècle et la situation paradoxale dans laquelle celle-ci se trouve.

L'universalisation des principes et des procédures de la démocratie vont de pair avec la crise de représentativité politique présente dans de nombreux pays et qui touche ce mode de gouvernement. Il s'agit d'une situation complexe et inquiétante qui nous oblige à mettre l'accent sur la qualité des divers modes de gouvernement existants dans les États aux démocraties bien établies.

La concentration de pouvoir dans les sphères supranationales, comme c'est le cas du FMI, de l'OMC ou des Nations unies, constitue un des points les plus fragiles de la souveraineté des États et de la démocratie elle-même. À cela il faut ajouter le pouvoir absolu qu'exercent les grandes banques internationales et les agences de notation, qui déterminent la direction des politiques publiques et les modèles de gouvernement dans beaucoup de pays. Ce que l'on appelle les « politiques d'austérité » n'est rien d'autre que les conséquences directes de cette réalité.

Cette concentration de pouvoirs hors du domaine ou du contrôle des gouvernements élus et des citoyens rend pour le moins surprenante l'affirmation selon laquelle les

exigences de la démocratie sont satisfaites du simple fait qu'un gouvernement est élu par le peuple et, en principe, est responsable.

Cette situation a généré des vagues de « mécontentement démocratique » partout dans le monde. Il s'agit d'un malaise diffus qui touche des secteurs très divers du tissu social et qui revêt différentes formes, par exemple les grandes manifestations publiques, les forts taux d'abstention électorale et le manque de confiance dans les institutions.

D'une façon surprenante, les manifestations sociales très significatives qui ont eu lieu ces dernières années ont rassemblé différents groupes, tranches d'âge et secteurs professionnels en exigeant plus de démocratie, plus de participation et plus de transparence.

Dans de nombreux pays, les rendez-vous électoraux sont confrontés à des taux d'abstention extrêmement élevés. C'est là un signe évident que la démocratie représentative a perdu en vigueur et a cessé de mobiliser un grand nombre de personnes. Le vote constitue un droit historique qui, en son temps, fut à l'origine de grandes luttes sociales et politiques, mais qui connaît aujourd'hui un processus de dévalorisation rapide dans divers pays. Nombre de simples citoyens considèrent que le vote est un pouvoir fictif, dont l'exercice n'est pas justifié, car les véritables centres d'influence et de décision se trouvent hors de portée des élections.

La croissante méfiance à l'égard de la classe politique et des institutions est étroitement liée aux questions précédentes. Il s'agit là, très certainement, d'une des principales fissures des systèmes démocratiques et elle devrait être un motif d'inquiétude générale. La confiance est le moteur de la démocratie — moyennant la délégation du pouvoir par le vote — et c'est la raison pour laquelle il est primordial de déployer tous les efforts nécessaires pour changer la situation actuelle.

De cette manière, la démocratie représentative traditionnelle semble être incapable de faire face aux nouveaux enjeux de la société et de mobiliser les énergies et la confiance des peuples.

À Cascais, nous déclarons, au cours de cette XIII^e conférence de l'OIDP, notre volonté de nous opposer à ces tendances et mettons au défi l'ensemble des gouvernements locaux et des acteurs sociaux de nous accompagner dans cette voie. À cet effet, nous donnons la priorité à trois domaines d'action :

I. Démocratiser la planification

La planification ne peut pas continuer à être réalisée à huis clos par un groupe réduit de représentants et de techniciens qui sont simplement conseillés. La conception des politiques publiques pour un territoire doit pouvoir compter sur l'engagement actif des citoyens qui y vivent ou y travaillent.

De même, la planification doit être responsable et reposer sur une utilisation correcte et durable des ressources naturelles. C'est pourquoi *citoyenneté* et

durabilité sont indissociables l'une de l'autre. Ainsi, nous reconnaissons l'importance de certains instruments de planification comme l'Agenda 21 au niveau local et les groupes de citoyens et gouvernements locaux qui misent sur les initiatives de transition.

II. Démocratiser la démocratie

À Cascais, nous défendons une nouvelle vague de démocratisation mais cette fois de la démocratie elle-même. Nous nous engageons à faire tout notre possible pour une nouvelle démocratie fondée sur la suprématie de la participation, de la représentation et de la citoyenneté. Nous faisons allusion à un nouvel esprit démocratique, capable de faire renaître la confiance entre gouvernements et gouvernés, et entre les propres gouvernés ; à une démocratie humaniste plaçant les citoyens au cœur de toute activité politique ; à une nouvelle démocratie transposant à la politique les principes de l'écologie humaine. En fin de compte, une véritable démocratie construite par les citoyens, pour les citoyens et avec les citoyens.

Pour toutes ces raisons, à Cascais, nous nous engageons à mettre sur pied des dispositifs de codécision sur les ressources publiques, comme le *budget participatif*. Nous faisons référence aux *budgets participatifs* qui créent une véritable obligation et transforment la relation entre les gouvernements et les gouvernés en promouvant la justice et la cohésion sociale. Nous défendons de même toutes les mesures qui favorisent le concept de « gouvernement ouvert » et transparent, un gouvernement capable de produire une information utile facilitant la participation active des citoyens.

III. Démocratiser l'économie

Les marchés ne peuvent pas continuer à écraser les valeurs humanistes et la citoyenneté. Nous ne pouvons pas tolérer que l'économie et le système financier deviennent prépondérants par rapport à la politique et à la vie sociale. Nous ne pouvons pas accepter que les résultats économiques passent avant la démocratie.

La construction et la distribution des richesses ne sauraient s'asseoir sur les systèmes financiers et spéculatifs, car ceux-ci ont bien démontré ce dont ils sont capables. Pour toutes ces raisons, à Cascais, nous déclarons notre engagement à créer de nouveaux systèmes économiques et financiers qui renforcent la production de richesses locales, valorisent les produits et les compétences de chaque territoire, et garantissent une meilleure redistribution des bénéfices du développement.

Nous nous engageons à rechercher toutes les synergies nécessaires à cet égard, afin de créer des monnaies locales ayant pour objectif de bénéficier les économies de proximité et de valoriser les activités de production au détriment

de celles fondées sur la spéculation. Nous voulons une économie plus démocratique favorisant la diversité quant aux modes de production et d'acquisition des biens et services ; nous voulons une économie fondée sur la prépondérance de la confiance et de la citoyenneté.

À Cascais, nous mettons au défi tous les présents, réunis à cette conférence, ainsi que tous les gouvernements locaux du monde et les groupes sociaux, de nous accompagner dans cette voie. Un voyage fascinant nous attend sur les voies de l'innovation, de la créativité, de l'égalité et de la fraternité.

Cascais, le 5 juillet 2013